

L'orientation et les tâches de la CGT dans la situation actuelle

Intervention de Marc Peyrade - secrétaire général de la Filpac CGT -

au XVII^e Congrès du SGLCE - 23, 24, 25 juin 2014

Mes chers camarades,

Comme tous les délégués à un congrès d'une organisation de la CGT, vous avez décidé des orientations et du projet syndical du SGLCE pour les années qui viennent. Bien sûr ces orientations portent la marque des attentes des syndiqués, des catégories de salariés que vous représentez et des objectifs organisationnels à même de renforcer votre organisation.

Mais un congrès, c'est aussi une occasion à ne pas manquer de passer en revue les principaux axes stratégiques de la fédération à laquelle vous adhérez, d'apprécier dans quelle mesure vos orientations constituent des prolongements des résolutions adoptées par le congrès Fédéral.

Résolutions qui sont le reflet de la conception que l'ensemble des syndicats de la Fédération ont de leur appartenance à une même organisation et du degré de solidarité, de convergence qu'elles veulent développer entre elles pour parvenir à concrétiser leur activité revendicative.

Cela s'appelle le fédéralisme. Une pratique syndicale qui s'applique à toutes les organisations de la CGT. Multiplier les échanges et les débats relève de la tradition que la Filpac CGT entend bien continuer dans la pratique de ce fédéralisme historique et salvateur.

Vous le savez, votre congrès se tient à un moment particulièrement intense de l'affrontement avec le patronat et le gouvernement.

Le 7 juillet prochain, toutes les organisations syndicales sont appelées à participer à une nouvelle conférence sociale convoquée par Hollande et le Medef. Et cela après les deux premières celle de 2012 et celle de 2013 dont le bilan s'avère un désastre social et une victoire libérale.

A bien des égards, la situation est totalement paradoxale : la majorité présidentielle est rejetée par les urnes, l'exécutif est faible, le président, transparent.

Pourtant, cette gauche de gouvernement est en passe de remporter de grandes victoires au compte de l'austérité européenne et du patronat. Jamais dans l'histoire de la V^e république un gouvernement n'a reposé sur une base électorale aussi réduite. Il se permet malgré cette instabilité politique de mettre en place des mesures libérales que le patronat revendique depuis des lustres.

L'ainsi nommée Grande Conférence sociale de juillet est à l'évidence un décor planté pour avaliser a posteriori le Pacte d'austérité que l'Assemblée nationale est en train de voter en ce moment même. Sous couvert d'exonération de cotisations sociales et d'impôts, le gouvernement exécute au compte du Medef un début de démantèlement de la protection sociale, dont la caisse des Allocations familiales fait les frais. Se privant volontairement de recettes, le gouvernement torpille la Santé sociale, s'en prenant de façon insistante à l'hôpital public en particulier.

Pourtant, cette austérité a été rejetée par deux fois lors des deux derniers scrutins, municipales et européennes. Personne n'est d'accord, personne ne soutient ces mesures, si ce n'est la Troïka Medef CFDT gouvernement.

Alors, par quel miracle s'imposent-elles quand même, toutes ces mesures antisociales ?

Comment passe-t-on d'un désastre électoral pour les tenants d'une Union européenne fondée sur la finance et sur l'austérité à une situation où le gouvernement est capable de mettre en échec une grève des Cheminots contre une loi faisant le lit de la directive européenne de privatisation des chemins de fer ?

Autour d'Arjowiggins, et malgré la position frontale d'un Montebourg signataire du plan de destruction des usines du groupe Sequana en France, se tisse un réseau très majoritaire de maires et conseillers régionaux se déclarant pour la préemption des sites menacés. Pourquoi ce fait majoritaire ne se traduit pas encore comme un élément incontournable de la situation papetière ? Tandis que renaît l'idée de nationalisation comme appropriation sociale des outils de production, le gouvernement réussit quand même à faire entrer General Electric dans Alstom, indiquant de cette façon la nature du futur Traité transatlantique.

Tandis que le système économique rencontre un mouvement de rejet dans l'opinion par les inégalités qu'il provoque et la peur du déclassement social qu'il suscite, **pourquoi est-ce l'extrême droite qui en profite** le plus, appliquant à ce courant d'opinion les vieilles techniques d'une propagande anticapitaliste qui masquent un positionnement fondé sur la supériorité de la race blanche et de la nation chrétienne d'Europe occidentale ?

L'ampleur du phénomène est telle que, même si le capitalisme n'a pas besoin de milices en chemise brune comme dans les années 30, de par l'Europe sa politique encourage les mouvements néofascistes. Si bien que le Rassemblement Bleu Marine peut espérer passer d'un courant électoral ascensionnel à un parti fasciste de masse.

Résoudre ce paradoxe, c'est en quelque sorte définir nos tâches syndicales

Elles relèvent de notre histoire, de la nature de notre syndicalisme CGT, de la manière dont nous le mettons en œuvre sans jamais la mettre en veilleuse (en stand-by dirait-on aujourd'hui...).

La violence de l'agression capitaliste contre les bases sociales du camp du Travail est directement proportionnelle au degré de détermination dont font preuve les financiers, banquiers, rentiers, actionnaires et propriétaires à défendre leurs profits.

Au cœur d'un système économique qui ne trouve pas d'issue pour se désembourber, leur seule motivation est la sauvegarde de leurs positions acquises contre les nôtres.

Dans une telle situation, qui s'est installée sous les couleurs de l'austérité, les attermoissements, demi-mesures et autres vaines espérances de dialogue social n'ont pas d'effet pratique pour les intérêts des salariés.

C'est pourtant la ligne de la CFDT, qui, à la lueur de la torche, cherche dans le champ de bataille social un strapontin où siéger comme lobby social. Elle n'a réussi qu'à couvrir de son nom, de sa couleur orange et de sa jactance pseudo-sociale les opérations groupées sous le nom d'Accord national interprofessionnel, transposés en lois antisociales.

C'est leur réponse et c'est une impasse que d'inviter les salariés à monter à bord de l'union sacrée pour l'austérité.

A la condition expresse que notre syndicalisme CGT affirme non seulement son image de marque, son identité, mais encore et surtout ses réponses.

Il s'agit de rassembler, de mettre en mouvement, d'aller chercher des revendications. Quel que soit le gouvernement en place. En toute indépendance à l'égard des lobbys de l'Union européenne. Pour cela il nous faut combiner la précision des revendications immédiates que nous proposons aux salariés à la défense des mesures qui ouvrent la voie à la transformation sociale. Notre syndicalisme ne peut se contenter de généralités ou de replis sur des acquis en recul constant.

Notre besoin est double et voici comment nous la formulons en termes revendicatifs :

Ce que nous revendiquons pour l'immédiat :

- Arrêt du Pacte d'austérité qui nous entraîne vers le coma social ;
- Gel des destructions d'entreprises et des plans dits sociaux ;
- Allouer à la Sécurité sociale un budget renforcé par une forte ponction sur les dividendes et l'évasion fiscale ;
- En finir avec les exonérations en tout genre dont les patrons bénéficient ;
- Relever le SMIC au niveau requis par les besoins du salarié, au moins 1 700 euros net.

Ce que nous avançons pour construire l'avenir social :

- Annuler la dette versée aux banques privées, et les placer sous contrôle des pouvoirs publics.
- En finir avec l'obligation pour l'Etat de n'emprunter qu'aux marchés financiers privés.
- User du droit de préemption et nationaliser les entreprises et les emplois menacés.
- Prendre les initiatives industrielles publiques pour mettre en chantier des travaux utiles socialement : équipements collectifs, logements, hôpitaux, crèches, écoles.

Faire vivre ces revendications, c'est les soumettre aux salariés, et en faire des axes de bataille contre les empiètements du Capital et contre l'agression idéologique majeure, celle de la démoralisation et du renoncement.

Mais il s'agit d'abord d'outils pratiques pour briser le mur dressé entre générations par les patrons. Il serait entendu que les vieux salariés emportent avec eux leurs vieilleries revendicatives, pendant que les jeunes précaires seraient voués au silence et à la soumission collective, du fait même qu'ils subissent la précarité et que nul héritage social ne parvient plus jusqu'à eux. C'est précisément grâce à cette rupture de générations que le Front national progresse dans la jeunesse, se faisant passer pour un nouveau parti aux mains propres. Une course de vitesses est dorénavant lancée.

L'issue de la situation, pour la Filpac CGT, dépend de sa capacité syndicale à rallier au combat collectif des pans entiers de la jeunesse. Un sujet majeur pour notre prochain congrès où il ne s'agira surtout pas, le temps d'un congrès, de se souvenir que nous vieillissons et que « la jeunesse doit nous envahir », selon le mot de Georges Séguy.

Faute de solidarité sociale, de relais syndicalistes pour entrer sur le marché du travail, de points d'appuis pour résoudre des questions comme le logement ou la santé, une partie de la jeunesse sera une proie facile pour un parti fasciste gonflé par l'argent des PME et la large place que les médias domestiqués lui accordent.

La situation est paradoxale, mais ni routinière ni stable. Elle recèle de grandes possibilités, qu'un syndicalisme de combat et de transformation sociale peut parfaitement exploiter.

Tels sont les enjeux pour toute la CGT, qui ne peut différer une seconde de plus les choix d'orientation qui ont été mis en stand by depuis le grand mouvement de 2010 sur les retraites, lequel ne s'est pas terminé par le succès attendu.

La tenue d'un tel débat clarificateur aurait dû faire du 50^e congrès confédéral le lieu statutaire du règlement de la question d'orientation. Les histoires de personnes, les fuites organisées sur ces médiocres sujets dans les médias, dégradent la CGT tout entière et nourrissent une crise qui arrange les affaires des tenants de l'austérité.

Ceux qui ont intérêt à paralyser, amoindrir, marginaliser la CGT sont les mêmes qui veulent embrouiller le règlement de la question majeure d'une orientation librement déterminée par les syndicats. Les statuts fédéralistes permettent, heureusement, de continuer à appliquer l'orientation des congrès des organisations de la CGT. UD, Fédérations comme syndicats.

Ils permettent également de pratiquer une démocratie interne qui tourne le dos aux querelles des égos qui ridiculisent toute la confédération.

Quelle orientation, donc ?

1. La CGT n'a pas pour vocation la fusion avec la CFDT

L'option CFDT, partagée par la CFTC et la CGC, est programmatique. La signature en juin 2011 d'un document commun au Medef, à la CGPME et à l'UPA oriente, non pas un bloc syndical réformiste, mais un bloc syndical de collaboration avec le patronat pour éviter de combattre la crise. Ensemble, Ils la tutoient en l'abordant sous l'angle du déficit de compétitivité des salariés. Dès lors, les ANI et les vociférations communes à la CFDT, au gouvernement et au Medef contre les grèves et les revendications déroulent leur logique jusqu'à la confection conjointe de lois liberticides en matière sociale.

2. La CGT doit affirmer plus fort son option pour un syndicalisme de transformation sociale

La CGT, oui ou non, a-t-elle ne serait-ce qu'un orteil dans le camp de la collaboration pour la compétitivité, pour nier la crise du capitalisme et la contourner par la collaboration dans l'austérité nationale et européenne?

Puisque la réponse est non, comme la Filpac le préconise, l'orientation qui en découle ne peut qu'être celle de la sortie d'un système failli, auquel elle oppose une lutte revendicative internationaliste fondée sur les intérêts du Travail, pris sous l'angle d'un salariat mondialisée.

Dotée d'une telle orientation frappée au coin du meilleur de son héritage historique, la CGT sera confortée pour lutter à la fois contre l'austérité - qui veut dire « salariés, payez la facture de la crise capitaliste » - et la démagogie néofasciste du Rassemblement Bleu Marine, qui prétend s'approprier la dénonciation du système pour fourvoyer ceux qui y croient vers un nationalisme racialisé.

3. La CGT doit en conséquence contribuer à la construction d'un mouvement le plus large et le plus uni contre l'austérité et l'extrême droite qui s'en nourrit

Il n'y aura pas de mouvement de masse unitaire si la clarification nette contre l'austérité n'est pas pratiquée. Il n'y aura pas de mouvement de masse confiant dans sa dynamique s'il n'inclut pas la clarification avec la démagogie anticapitaliste des néofascistes du Front national.

Cette CGT-là qu'il faut affirmer est la formule améliorée et modernisée de celle du Front populaire.

Par ce mouvement politico-syndical, elle avait réussi à conquérir des secteurs sociaux entiers et ses effectifs ont culminé en 1936 tandis qu'avant elle végétait.

C'est au prix de l'adoption d'une orientation CGT claire que la crise actuelle se dénouera. C'est à la portée de tous les syndicats. Mais il est impossible d'entrer dans l'été en pente douce, regarder ailleurs et laisser faire.

Mes chers camarades,

Vous avez fait le choix aujourd'hui dans le prolongement des orientations qui ont toujours été celles du SGLCE (soyons juste) « d'un syndicalisme de classe au cœur de la société ». Je cite votre document d'orientation « d'un syndicalisme de résistance, de conquêtes et de rassemblement ». Et je vous cite toujours « Le SGLCE est disponible pour travailler avec d'autres sur ces bases. Il est avant tout à la disposition des salariés, du monde du travail dans son ensemble, pour faire aboutir leurs revendications et participer à la construction d'un monde plus juste ».

De son côté, il y a maintenant un peu plus de deux ans, la Filpac adoptait à la quasi-unanimité, lors de son congrès, un document d'orientation intitulé ***Le parti pris de l'avenir ! Revendiquer, s'organiser, agir et lutter pour une société de la justice sociale et de la solidarité.***

Au delà des mots il faut y voir une convergence d'analyses qui ouvre la voie d'une nouvelle dynamique de rassemblement.

Nous allons donc nous attacher ensemble à la construction d'un mouvement social capable de porter un coup d'arrêt à l'austérité et à l'extrême droite qui s'en nourrit. Cet objectif ne souffre ni délai ni division.

L'urgence est au rassemblement le plus large sans a priori ni exclusive de tous ceux qui combattent l'austérité et recherche la voie d'une alternative pour la transformation sociale.

C'est pourquoi nous nous sommes fait un devoir d'être de toutes les mobilisations qui vont dans ce sens. Ainsi de la journée d'action interprofessionnelle du 18 mars, de la marche citoyenne du 12 avril, du 1^{er} mai, des journées unitaires des fonctionnaires et des retraités.

Le mouvement des Cheminots et des intermittents, ainsi que beaucoup de luttes en cours, participent de cette construction.

Rassembler bâtir une réelle unité sur les revendications, telle est notre ambition commune.

Contre-attaquer, reconquérir notre autorité syndicale voilà l'urgence absolue pour la CGT et pour cela nous allons avoir besoin de toutes nos forces, de tous nos syndicats dans les jours et les semaines qui viennent à l'approche de la conférence sociale bien sûr mais également dans la perspective de la rentrée.

La manifestation du 26 juin s'inscrit dans cette lignée.

La Filpac ouvrira le cortège de la CGT jeudi avec les syndicats des papeteries ArjoWiggins France, UPM Docelles, Stora Enso Corbehem, Condat menacés de fermeture. Nous porterons haut et fort notre revendication d'une **nationalisation des entreprises menacées dans la filière Papier-Carton, mesure immédiate de sauvegarde.**

Forts des décisions que vous avez prises au cours de votre congrès, je sais que la Filpac et la CGT toute entière peut compter sur votre présence nombreuse.

Vive le SGLCE, vive la Filpac et vive la CGT unie et combative